

BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE
ÉPREUVE E 6
SCIENCES HUMAINES - HISTOIRE-GÉOGRAPHIE

Série STAV

Durée 2 heures

Matériel(s) et document(s) autorisé(s) : **Aucun**

Le sujet comporte 5 pages

PARTIE 1 : **8 points**

PARTIE 2 : **12 points**

SUJET

PARTIE 1

Le candidat traite obligatoirement cette partie

HISTOIRE : LA V^e RÉPUBLIQUE

1. Dans quel contexte la V^e République est-elle née ? (3 points)
2. Dites en quoi la V^e République est un régime présidentiel. (2 points)
3. Définissez les notions de cohabitation et d'alternance en vous appuyant sur des exemples précis. (3 points)

PARTIE 2

Le candidat traite, au choix, un des deux sujets suivants

GÉOGRAPHIE : SUJET 1

LA PUISSANCE CHINOISE DANS LE MONDE

1. Quel aspect de la puissance chinoise illustre ce document ? Justifiez votre réponse. (**Document 1**) (2 points)
2. Expliquez la stratégie et les intérêts chinois en Afrique. (**Document 2**) (2 points)
3. Quelles limites de la puissance chinoise ce document met-il en évidence ? (**Document 3**) (2 points)
4. En vous appuyant sur l'ensemble des documents et vos connaissances, vous montrerez en quoi la Chine peut-être qualifiée de « puissance émergente » avec ses atouts mais aussi ses limites. (6 points)

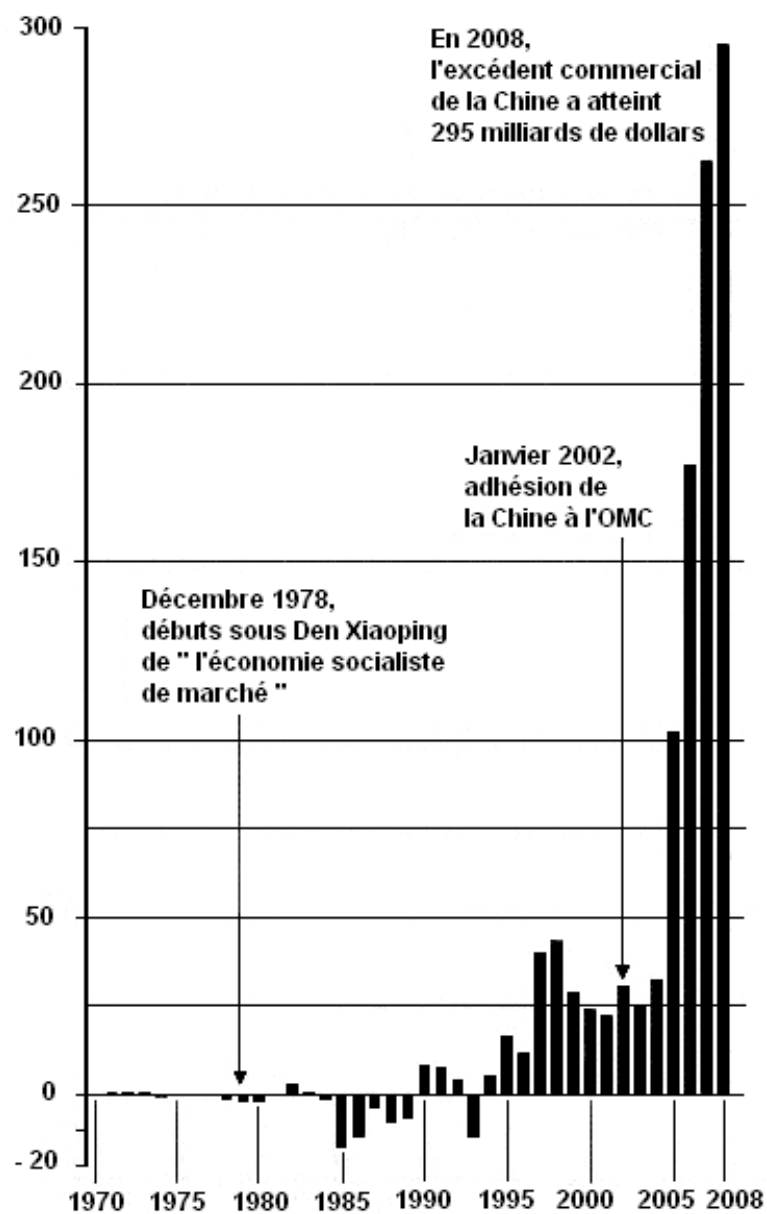
DOCUMENT 1

Évolution de la balance commerciale chinoise de 1970 à 2008

Envolée du commerce extérieur

Balance commerciale chinoise

Milliards de dollars



Source : base de données en ligne de l'OMC.

DOCUMENT 2

La Chine en Afrique

C'est en 2000 que la Chine a organisé son premier Forum de coopération avec l'Afrique, discrètement. Six ans plus tard, en novembre 2006, le monde entier s'ébahit de voir 48 chefs d'État ou de gouvernements africains réunis à Pékin pour un sommet d'une ampleur inégalée sur le continent asiatique. Entre les deux, les échanges sont passés de quelques 10 milliards de dollars en 2000 à 55 milliards en 2006. De janvier à août 2008 (derniers chiffres connus), ils ont atteint près de 74 milliards. Une croissance rapide que la crise économique va sans doute freiner, mais sûrement pas bloquer. Quant aux investissements directs chinois en Afrique, ils ont suivi la même courbe ; le stock atteint 4,46 milliards d'euros à la mi-2008.

L'implantation chinoise dans la plupart des pays africains prend trois formes : les investissements directs des sociétés chinoises, publiques ou privées (notamment pour les matières premières) ; ceux menés par des entreprises publiques dans le cadre des programmes de coopération (surtout pour les infrastructures) - les deux s'épaulant le plus souvent - et l'arrivée de migrants attirés par des conditions de vie moins difficiles (petits commerçants...), qui entrent en concurrence directe avec les populations locales.

Le pétrole compte pour beaucoup dans cet engouement africain. Il représente un peu plus de 20 % des approvisionnements de la Chine, notamment au Congo, en Angola. Les matières premières également : fer, nickel, uranium, bois... De leur côté, les industriels chinois y vendent leurs produits bon marché : textile, chaussures - au grand désespoir des producteurs locaux, souvent balayés -, acier, voitures, télécommunications...

Si Pékin est fortement motivé par la recherche d'une sécurité énergétique et des objectifs commerciaux, elle cherche aussi à faire émerger un « véritable modèle chinois », note Valérie Niquet, directrice du Centre Asie de l'Institut français des relations internationales.

Bien sûr, le pillage des ressources, le mépris pour l'environnement n'ont rien à envier aux pays développés, les conditions de travail dans les mines, les usines ou sur les chantiers y sont certainement plus dures qu'en Chine, et le rachat de terres, comme en Éthiopie, inquiète.

Atlas 2010 du Monde Diplomatique, A. Colin 2009.

DOCUMENT 3

« Pékin des pauvres, Pékin des riches »

À moins d'un quart d'heure de voiture des grandioses réalisations olympiques, Dong Xiao Kou est un quartier de prolétaires migrants. L'endroit illustre ce que les médias chinois ont annoncé il y a une dizaine de jours : jamais depuis le début des réformes économiques de 1978 l'écart de revenus entre monde rural et monde urbain n'avait été aussi large.

Ici, on a beau être à Pékin, la quasi-totalité des habitants de cette banlieue est d'origine paysanne. Ils font partie des 230 millions d' "ouvriers-paysans" chinois - mingong, en mandarin - venus chercher fortune dans les villes. Sans avoir pour autant réussi à avoir le statut d' "urbains". Conséquence : beaucoup ne bénéficient pas des avantages sociaux dont jouissent les citoyens. [...]

[...] Les Mingongs sont exploités par leurs patrons, leurs soins médicaux ne sont pas remboursés, et ils doivent mettre leurs enfants dans des écoles illégales, souvent promises à la démolition.

La « stabilité sociale » qui obsède tant un pouvoir hanté par le cauchemar du désordre ne pourra être assurée si le fossé riches-pauvres continue de s'élargir. [...] Selon Rupert Hoogewerf, fondateur du centre indépendant Hurun, basé à Shanghai, qui fait la liste des super-riches en République populaire, « le nombre de ceux qui possèdent une fortune d'au moins 150 millions de dollars (110 millions d'euros) a décuplé depuis 2004. Il y en avait 100 il y a six ans, il y en a 1 000 maintenant », précise-t-il. Sur la dernière liste Forbes des plus fortunés de la planète, il y a 64 milliardaires chinois, contre 28 l'année dernière. D'après Meng Pengjun, directeur de Luxury Asia Limited Markets, les ultraprivilégiés de Chine ont dépensé beaucoup en 2009 dans le marché des produits de luxe, se hissant en cela à la deuxième place mondiale, derrière les Japonais.

Le Monde, 15 mars 2010.

GÉOGRAPHIE : SUJET 2

L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE DANS LA MONDIALISATION

1. Relever dans le **document 1** les principales caractéristiques de l'Afrique subsaharienne. Quelle place occupe aujourd'hui cet espace au sein des « Suds » ? (2 points)
2. Que met en évidence le **document 2** ? (2 points)
3. Décrivez la situation alimentaire de la « corne de l'Afrique ». Quelle contradiction le **document 3** souligne-t-il ? (2 points)
4. Dans un texte structuré, s'appuyant sur les documents et sur vos connaissances, vous montrerez les aspects et les limites de la mondialisation en Afrique subsaharienne. (6 points)

DOCUMENT 1

L'Afrique subsaharienne, progrès et défis

Le défi du développement est considérable en Afrique sub-saharienne. Le PIB par habitant reste de l'ordre de 1 000 USD⁽¹⁾, contre environ 6 000 en Amérique latine, par exemple. L'indicateur de développement humain (IDH) du PNUD est de 0,514 pour l'Afrique sub-saharienne, et de 0,821 en Amérique latine : les indicateurs de revenus, de santé et (dans une moindre mesure) d'éducation sont dans la région très inférieurs à leur niveau dans le reste du monde. Faut-il désespérer ? À notre avis non : tous les éléments qui pourraient nourrir le développement ont en Afrique un fort potentiel de rebond ; mais tous sont aussi porteurs de nouveaux risques.

La démographie illustre parfaitement cette ambivalence. La population de l'Afrique sub-saharienne est aujourd'hui de 850 millions d'habitants : elle sera de 1 milliard en 2017, et 1 750 millions en 2050. Quelques pays sont bien en cours de « transition démographique », mais ils sont rares et en général petits : Afrique du Sud, Maurice, Cap Vert. Mais beaucoup en sont très loin. Le pays le plus peuplé aujourd'hui, le Nigéria, avec 155 millions d'habitants croissant de 2,0% par an, pourrait compter 290 millions d'habitants en 2050.[...]

L'agriculture africaine est un autre gisement de croissance aujourd'hui sous-exploité. Les terres cultivables sont abondantes (environ 1 milliard d'hectares) mais peu mises en valeur. Le continent est largement importateur net de produits alimentaires, et certains pays sont régulièrement affectés par des famines. Les raisons de la stagnation sont multiples : contraintes de financement, difficultés d'accès aux marchés, formation insuffisante des paysans [...]

Concernant l'éducation, il est aussi possible d'être très négatif : 46 des 101 millions d'enfants d'âge scolaire qui ne vont pas à l'école sont Africains. Les progrès sont toutefois réels depuis quelques années : environ 60% des enfants terminent le primaire, soit près de 10% de plus qu'il y a 10 ans. [...]

15 janvier 2010, Jean-Louis Martin, économiste au Crédit Agricole, en collaboration avec Sylvain Laclias et Nanou Keita, www.globalix.fr

⁽¹⁾USD : US dollar

DOCUMENT 2

Part des produits primaires hors combustibles dans les exportations de certains pays africains (% du total en moyenne 1998-2000)

Pays	Part des produits primaires dans le total des exportations	Principaux produits primaires exportés
Zambie	99,8	Cuivre
Libéria	99,8	Caoutchouc, Bois
Mauritanie	99,5	Fer
Guinée-Bissau	97,7	Noix de cajou
Tchad	95,0	Coton
Mali	94,5	Coton
Bénin	93,7	Coton
Ouganda	90,5	Café
République centrafricaine	88,2	Diamants, Bois, Coton, Café
Malawi	87,0	Tabac, Thé, Sucre, Coton, Café
Comores	82,9	Vanille, Clous de Girofle
Burundi	82,8	Café, Thé
République démocratique du Congo	82,1	Diamants, Cuivre, Bois
Gambie	80,8	Graines pour l'extraction d'huile douce, Coton
Burkina Faso	79,0	Coton
Tanzanie	78,2	Café
Niger	73,3	Uranium
Mozambique	64,4	Noix de cajou, Coton, Sucre
Rwanda	58,7	Thé, Café
Guinée	56,7	Bauxite, Alumine, Or, Diamants

WTO (OMC), *International trade statistics 2004*, Genève 2004.

DOCUMENT 3

L'État éthiopien vend ses meilleures terres agricoles

Août 2011. Au moment où la corne de l'Afrique connaît une de ses plus importantes crises alimentaires depuis plusieurs décennies, Survival International, organisation qui agit pour les droits des peuples indigènes, révèle que l'État éthiopien cède des terres agricoles à des compagnies étrangères.

Le phénomène de cession de terres arables n'est pas nouveau, mais il s'accroît. Selon Survival International, le gouvernement éthiopien a cédé « de grandes étendues de terres fertiles dans la vallée de l'Omo, au sud-ouest de l'Éthiopie, à des compagnies malaisiennes, italiennes et coréennes, ou sont gérées directement par l'État pour y pratiquer une agriculture d'exportation, alors que quelque 90 000 personnes dépendent étroitement de leur terre pour leur survie ».

Il serait même prêt à « étendre à 245 000 hectares la superficie des terres qu'il destine principalement à la culture de la canne à sucre ». Considérées par le pouvoir central d'Addis-Abeba comme des tribus « arriérées » nécessitant d'être « modernisées », les populations de la vallée de l'Omo, aujourd'hui plutôt épargnées par la famine, deviendraient alors des ouvriers agricoles soumis à la volonté de sociétés internationales. Une main d'œuvre très bon marché, corvéable à merci... obligée d'abandonner leurs terres ancestrales, voire d'être expulsée...

« Le tragique de cette affaire est qu'en les forçant à devenir des ouvriers agricoles, leur qualité de vie sera réduite à néant et ils seront condamnés à la famine et à l'exclusion, comme bon nombre de leurs concitoyens », précise Stephen Corry, directeur de Survival International. Jacques Diouf, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), rappelait encore récemment « un risque de néocolonialisme agraire » à l'encontre des pays les plus pauvres de la planète.

<http://africamix.blog.lemonde.fr/category/politique/>